



FORMULAIRE DE CANDIDATURE 2016

Envoi des candidatures

Date limite : **le 15 juillet 2016 à minuit**

Vous pouvez étayer votre candidature en joignant tout document susceptible de compléter votre dossier (rapport d'activité, documents financiers, illustrations, photos, revue de presse) dans la limite de 20 pages.

Les champs suivis d'une (*) sont à remplir obligatoirement.

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

Coordonnées du candidat ou de la structure candidate :

Nom et prénom *:

Date de naissance *:

Téléphone *:

Adresse *:

Adresse email ou/et site web : contact@regardscitoyens.org

Nom de la structure (si personne morale): Regards Citoyens

Statut juridique: Association Loi 1901 N° SIRET : W691076577

Date de création : septembre 2009 (déposée en juin 2010)

Téléphone : 06 81 88 02 98, 06 83 82 34 66 ou 06 07 06 09 07

Adresse : Chez Laurent Guerby, 10 chemin Tricou, 31200 Toulouse

Site Internet : <http://www.regardscitoyens.org/>

Représentant légal :

Nom et prénom : Collège d'administrateurs

Fonction :

VOTRE PROJET*

Présentation générale (objectifs - historique - principales missions - effectifs) :

Montesquieu écrivait dans l'Esprit des lois que "L'amour de la démocratie est celui de l'égalité." C'est précisément l'objet du collectif Regards Citoyens qui vise à proposer à tous un accès simplifié au fonctionnement des institutions démocratiques françaises, grâce à des outils numériques et à l'utilisation d'informations publiques et de données ouvertes.

Regards Citoyens a été formé en 2009 par quatre citoyens et compte aujourd'hui une quarantaine de membres bénévoles dont huit gèrent le Conseil d'administration. Le Conseil d'administration gère le quotidien de l'association de manière collégiale avec transparence pour permettre l'inclusion permanente du reste des membres. La particularité de Regards Citoyens est d'appliquer à ses propres administrateurs les principes qu'ils prônent et développent. À titre d'exemple, les sites développés par Regards Citoyens sont des logiciels libres et donnent accès à leurs données en open data ; les membres du Conseil d'Administration publient leurs déclarations d'intérêts ; le journal des recettes et des dépenses de l'association est publié quotidiennement.

L'ensemble des membres partage la volonté d'améliorer la transparence de l'État, d'utiliser les données ouvertes afin de rendre l'information plus accessible aux citoyens et de valoriser et rendre plus transparente l'action publique grâce à l'utilisation d'outils numériques libres.

VOTRE INITIATIVE*

Décrivez votre initiative (son originalité et son utilité sociale ou citoyenne) :

Depuis 2009, la variété des actions et des projets de Regards citoyens lui a valu de s'ouvrir à un public de plus en plus varié. Le collectif a développé depuis son lancement de nombreuses initiatives qui ont permis aux citoyens de mieux comprendre de nombreux enjeux citoyens et démocratiques. L'originalité de Regards Citoyens est, d'une part la variété de ses actions, et d'autre part de rendre compréhensibles et accessibles au plus grand nombre les données mises à disposition , grâce à l'utilisation d'outils de visualisation de données.

Le premier projet lancé par Regards Citoyens, concrétisé au travers des sites NosDéputés.fr et NosSenateurs.fr, vise à mettre en valeur l'activité parlementaire des députés et des sénateurs de l'Assemblée nationale et du Sénat français. Ces sites offrent de nouveaux outils aux citoyens pour comprendre et analyser le travail de leurs représentants. Ces sites exploitent une base de données créée par l'association et mise à jour quotidiennement par des robots qui recensent tous les documents publics décrivant l'activité des parlementaires. Un moteur de recherche permet ainsi aux utilisateurs de se plonger dans tous les amendements, tous les rapports et les questions écrites ainsi que toutes les interventions en hémicycle comme en commission des parlementaires depuis 2007. Ces sites,

plateformes de médiation entre citoyens et parlementaires, proposent à chacun de participer et de s'exprimer sur les débats parlementaires.

Dans un esprit similaire, pour produire des données inédites sur le fonctionnement au concret de la démocratie parlementaire, Regards Citoyens s'est associé avec des citoyens et chercheurs pour créer le site "LaFabriqueDeLaLoi.fr". Ce site, qui avait pour objectif initial de suivre et de comprendre l'impact spécifique du Parlement sur les lois, donne aussi une vision très accessible sur le processus d'élaboration de la loi.

Par ailleurs, entre 2013 et 2015, Regards Citoyens a travaillé, conformément à la volonté du législateur depuis 1993, à rendre plus accessible et réutilisable les données relatives aux cadeaux et contrats accordés à des praticiens de santé (médecins, dentistes, infirmiers, sages-femmes, pharmaciens, étudiants) par les laboratoires pharmaceutiques (projet Sunshine).

Enfin, afin de permettre au plus grand nombre de prendre connaissance de leur contenu, la loi de 2013 sur la transparence de la vie publique a prévu que les déclarations d'intérêts soient mises à disposition du citoyen en Open Data. Cependant, ces déclarations manuscrites ont été initialement mises à disposition dans un format ne permettant pas la réutilisation des informations qu'elles contiennent. Regards Citoyens a ainsi ouvert une plateforme collaborative invitant tout un chacun à participer à l'effort de numérisation de ces informations démocratiques. 8000 personnes ont participé à la numérisation de ces documents permettant de libérer les 11 000 informations unitaires relatives aux intérêts des parlementaire en moins de 10 jours. Les données libérées ont alimenté de nombreux articles de presse, mais également le travail de la HATVP (Haute Autorité pour la Transparence de la Vie Publique) qui s'est inspirée de cette initiative pour annoncer la publication en Open Data des déclarations des prochains parlementaires.

En 6 ans, l'association a produit plus de 12 initiatives qui vont du suivi via twitter de l'intégralité de projets de loi depuis les tribunes du public au parlement, à la création de données en crowdsourcing (production participative) sur le lobbying, en passant par un travail d'influence des décideurs publics en matière de transparence et de politique numérique (politique Open Data / Open Gov / loi dite "Cahuzac" / projet de loi numérique / projet de loi Sapin 2 / ...)

LE PUBLIC CONCERNÉ*

Qui sont les bénéficiaires de votre action (profil de la population ciblée, nombre de personnes touchées par votre action) ?

La particularité de Regards Citoyens est qu'il s'agit d'un collectif de personnes bénévoles qui vise à utiliser l'intelligence collective et les données mises à disposition pour offrir à chacun un meilleur accès aux informations démocratiques essentielles. Les bénéficiaires de l'action de Regards Citoyens sont donc tous les citoyens qui souhaitent mieux comprendre le système démocratique français et accéder à différents types d'informations.

NosDéputés.fr, site le plus visité de l'association, est utilisé par 1 million de personnes par an.

De plus, par la publication systématique de ses données en Open Data, l'association voit ses projets réutilisés par de nombreux journalistes, chercheurs, associations ou militants ou citoyens qui utilisent ces informations pour alimenter leurs travaux.

VOTRE RAYON D'ACTION*

Sur quel territoire s'étend votre action (quartier, commune, département, région, pays) et a-t-elle vocation à s'étendre davantage ?

L'association agit majoritairement sur le territoire national, via ses outils.

Lors de la discussion de la directive européenne « *Public Sector Information* », elle a pu expérimenter ses méthodes au niveau des institutions européennes en communiquant et travaillant avec des parlementaires européens.

Enfin, en participant à l'organisation de « Opération Libre », l'association s'est investie, le temps de plusieurs week-ends, à l'exploitation de documents publics produits par des petites communes françaises (Brocas en 2013, Chéméré en 2015, Aiglun en 2016)

RETOMBÉES OU EFFETS ATTENDUS

Quel impact pour votre action (effets attendus, retours de la part des personnes concernées) ?

L'association vise trois objectifs en terme d'impact :

- voir ses outils utilisés par de nombreux acteurs de la démocratie (citoyens, journalistes, chercheurs, agents publics, politiques...) : entre le nombre de visiteurs de NosDéputés.fr, les retours institutionnels que nous pouvons avoir sur des projets comme LaFabriqueDeLaLoi.fr ou la numérisation des intérêts des parlementaires, et l'usage qui est fait par certaines institutions des données qui sont produites par l'association, les projets ont un impact satisfaisant. Mais ces outils étant vivants, il faut sans cesse les faire connaître et en expliquer les usages les plus avancés ;

- permettre à d'autres acteurs de réutiliser les informations publiques qui sont produites ou valorisées au sein de l'association : par des partenariats avec d'autres associations (Transparency International France, Formindep, OKFN France, ...) ou grâce aux nombreuses sollicitations, mais également grâce aux outils que nous avons mis en place comme NosDonnées.fr ou notre participation à data.gouv.fr, nous avons pu voir nos jeux de données publiés en Open Data réutilisés fréquemment. Ces jeux sont parfois très gros (millions de documents pour les bases parlementaires, millions de lignes pour les relations entretenues par les laboratoires pharmaceutiques avec les médecins). Rendre leur usage encore plus facile, les mettre à jour plus régulièrement et mieux valoriser les réutilisations extérieures issues de ces données, sont sans doute les défis que nous devons relever à l'avenir ;

- tenter d'influencer les prises de décisions publiques pour que la France mène une politique ambitieuse en matière d'Open Data, de Gouvernement Ouvert et de transparence des affaires publiques et du lobbying. L'association a formulé des suggestions dans ces domaines, qui ont été reprises dans la politique Open Data et Open Gov des gouvernements Fillon, Ayrault et Valls (principe de gratuité, licence Open Data, formats ouverts, données juridiques...) tout comme les projets de loi Cahuzac (libre réutilisation des déclarations d'intérêts), Numérique (droit à l'Open Data, accès à la jurisprudence...) ou Sapin 2 (registre du lobbying).

VOS SOUTIENS

Bénéficiez-vous de soutiens (partenaires financiers, soutiens institutionnels, publics / privés) ?

Le projet LaFabriqueDeLaLoi.fr a fait l'objet d'un partenariat avec deux laboratoires de Sciences Po Paris (CEE et Médialab) et a été soutenu financièrement par la région Ile-de-France via le dispositif PICRI.

Outre de nombreux partenariats ponctuels avec différents médias, nous avons mené des projets avec l'Institut Français (Tandem Dakar/Paris + portail Open Data), l'université d'été du CRID, les Petits Débrouillards, Ritimo, l'EPITECH ou l'Ecole supérieure de journalisme (Ateliers Open Data), Transparency International France (Étude sur le lobbying), Formindep (Projet Sunshine), ...

VOS BESOINS

Décrivez ce qui vous aiderait à poursuivre et développer votre action
(besoins logistiques, financiers, relais médiatique, ...)

Une grande partie du temps entièrement bénévole passé par les membres de l'association est affecté à la maintenance des différents projets et à répondre aux sollicitations extérieures. Nous aimerions avoir plus de temps pour développer de nouveaux projets, et ainsi investir d'autres champs de la démocratie.

L'organisation plus systématique de week-ends ou de soirées dédiés à la réalisation de projets ou l'embauche de développeurs ou de « *community managers* » permettant d'alléger la gestion quotidienne de l'association reposant depuis 7 ans sur le seul volontariat sont à l'étude.

Date : 14/07/2016

Signature du responsable du projet ou de l'action :

Le conseil d'administration de Regards Citoyens

Nous vous serions également reconnaissants de bien vouloir nous indiquer de quelle manière vous avez entendu parler ou été contacté en vue de votre participation à notre Prix (presse, internet, mailing, etc...) : Sollicitation par vos soins

Dossier à adresser par mail à : contact@prixdelademocratie.com

ou par courrier postal auprès de :
Institut Marc Sangnier
38, boulevard Raspail 75007 Paris